

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/DNK/1/Rev.1
22 juin 1999

(99-2525)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

DANEMARK

Révision

Le présent document contient une version mise à jour de la liste des "principales" lois et réglementations et de celle des "autres" lois et réglementations notifiées par le Danemark au titre de l'article 63:2 de l'Accord. Le Secrétariat a établi ces listes à partir des renseignements fournis par la délégation du Danemark dans les communications mentionnées dans les notes de bas de page des listes reproduites ci-après. Le Danemark a confirmé le contenu de ces listes dans une communication de sa Mission permanente en date du 9 avril 1999.

Les caractères gras signalent des modifications ou des adjonctions par rapport aux listes figurant dans le document IP/N/1/DNK/1. Les textes qui en ont été supprimés sont biffés.

La communication de la Mission permanente du Danemark datée du 9 avril 1999 fait aussi état d'un certain nombre de lois et de réglementations qui n'étaient pas mentionnées dans les précédentes communications du Danemark concernant les notifications au titre de l'article 63:2. Comme la Mission permanente du Danemark l'a confirmé dans une communication du 21 juin 1999, les textes de ces lois et réglementations seront notifiés en temps opportun, après quoi sera publié un additif au présent document.

ANNEXE I

**PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS DU DANEMARK CONSACRÉES
À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NOTIFIÉES AU TITRE DE
L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES¹</p> <p><u>Loi n° 395 sur le droit d'auteur à l'égard des œuvres littéraires et artistiques et sur les droits voisins</u> (Adoptée le 14 juin 1995 Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1995)</p> <p><u>Ordonnance n° 964 relative à l'application de la Loi sur le droit d'auteur</u> (Adoptée le 12 décembre 1995 Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1995 et 1^{er} janvier 1996)</p> <p><u>Décret n° 260 du 14 juillet 1962 relatif à la détermination de la rémunération exigible au titre de l'utilisation d'œuvres littéraires et artistiques et d'images photographiques protégées</u> (Adopté le 14 juillet 1962 Entrée en vigueur: 14 juillet 1962)</p> <p><u>Décret royal n° 272 du 21 juillet 1962 relatif aux photocopies d'œuvres littéraires et artistiques, etc., par les archives, les bibliothèques et les musées</u> (Adopté le 21 juillet 1962 Entrée en vigueur: 21 juillet 1962)</p> <p><u>Arrêté n° 440 du 8 juin 1990 relatif au calcul de la rémunération due au titre du droit de suite en application de la Loi sur le droit d'auteur</u> (Adopté le 8 juin 1990 Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1990)</p> <p><u>Arrêté n° 892 du 20 décembre 1990 relatif à la perception de la rémunération exigible en application de l'article 22a, etc., de la Loi sur le droit d'auteur au titre des programmes retransmis par radiodiffusion et par câble</u> (Adopté le 20 décembre 1990 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1991)</p>	<p>Cette loi contient des dispositions pour l'application de la Directive 92/100/CEE du Conseil, Journal officiel 1992 L 346, page 61, de la Directive 93/83/CEE, Journal officiel 1993 L 248, page 15, et de la Directive 93/98/CEE, Journal officiel 1993 L 290, page 9.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions visant à rendre certaines dispositions de la Loi sur le droit d'auteur applicables aux pays de la CE et aux pays tiers.</p> <p>Ce décret contient des dispositions concernant les attributions de l'Office des licences.</p> <p>Ce décret royal contient des dispositions concernant les photocopies d'œuvres littéraires et artistiques, etc., par les archives, les bibliothèques et les musées.</p> <p>Cet arrêté contient des dispositions concernant le calcul de la rémunération due au titre du droit de suite en application de la Loi sur le droit d'auteur.</p> <p>Cet arrêté contient des dispositions concernant la perception de la rémunération exigible en application de l'article 22a, etc., de la Loi sur le droit d'auteur pour les programmes retransmis par radiodiffusion et par câble.</p>

¹ Textes publiés sous les cotes IP/N/1/DNK/C/1 et 2.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE</p> <p><u>Loi sur les marques de produits et de services, n° 341 du 6 juin 1991²</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1992)</p> <p>- <u>Loi portant modification de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de la Loi sur les actions civiles, n° 1201 du 27 décembre 1996</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1997)³</p> <p>- <u>Loi codifiée sur les marques de fabrique ou de commerce, n° 162 du 21 février 1997³</u></p> <p><u>Loi sur les marques collectives, n° 342 du 6 juin 1991</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1992)⁴</p> <p><u>Ordonnance relative à la demande et à l'enregistrement des marques de produits et de services et des marques collectives, n° 151 du 20 mars 1996</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} avril 1996)⁵</p> <p><u>Ordonnance relative aux demandes d'enregistrement et à l'enregistrement des marques et des marques collectives sur le plan national et international, n° 1264 du 23 décembre 1996</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1997)⁶</p>	<p>Cette loi énonce les dispositions générales et les principes de base concernant les marques. On y trouve notamment des dispositions sur l'examen des demandes et l'enregistrement des marques, la cessation de la protection résultant de l'enregistrement, le transfert et la concession de licences, la protection légale.</p> <p>La loi énonce les dispositions d'application de l'Accord sur les ADPIC et du Traité sur le droit des marques, ainsi que les dispositions adaptant les procédures d'enregistrement. Elle renvoie en particulier aux articles 15 3) ii), 15 3) iii), 18, 27, 30, 35 et 48 du texte codifié de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.</p> <p>Cette loi contient les dispositions de base sur les marques collectives.</p> <p>Cette ordonnance précise les modalités d'application des dispositions de la Loi n° 341 du 6 juin 1991 sur les marques de produits et de services et de la Loi n° 342 du 6 juin 1991 sur les marques collectives.</p> <p>Cette ordonnance précise les modalités d'application des dispositions de la Loi n° 341 du 6 juin 1991 sur les marques de produits et de services, y compris les modifications de 1996, et de la Loi n° 342 du 6 juin 1991 sur les marques collectives. Elle remplace l'Ordonnance n° 151 du 20 mars 1996 (voir plus haut) relative aux demandes d'enregistrement et à l'enregistrement des marques de produits et de services et des marques collectives.</p>

² Texte publié sous la cote IP/N/1/DNK/T/1.

³ On trouvera le texte codifié en 1997 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce dans le document IP/N/1/DNK/T/1/Rev.1. Le texte de la loi modificative avait été notifié seulement en danois, par une communication datée du 28 février 1997. Le texte codifié de la Loi sur les marques a été notifié par une communication datée du 3 octobre 1997, en anglais, qui contenait aussi des précisions sur les modifications apportées à la loi.

⁴ Texte publié sous la cote IP/N/1/DNK/T/2.

⁵ Texte publié sous la cote IP/N/1/DNK/T/3. L'ordonnance a été remplacée par l'Ordonnance n° 1264 de 1996 mentionnée plus loin.

⁶ On trouvera le texte de cette loi dans le document IP/N/1/DNK/T/3/Rev.1. Elle a été notifiée par une communication datée du 28 février 1997.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Ordonnance relative aux demandes d'enregistrement des marques de produits et de services et des marques collectives pour les résidents de certains États étrangers</u>, n° 977 du 14 décembre 1995 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1996)⁷</p> <p>DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS</p> <p><u>Loi codifiée sur les dessins et modèles</u>, n° 251 du 17 avril 1989.⁸ Cette loi est une codification des textes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Loi sur les dessins et modèles</u>, n° 218 du 27 mai 1970 (Entrée en vigueur: 10 octobre 1970)⁸ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets, la Loi sur les dessins et modèles, la Loi sur les marques de produits et de services et la Loi sur les marques collectives</u>, n° 854 du 23 décembre 1987 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1988)⁸ - <u>Loi sur les modèles d'utilité</u>, n° 130 du 26 février 1992⁹ - <u>Ordonnance concernant les demandes d'enregistrement et l'enregistrement des dessins et modèles</u>, n° 1192 du 23 décembre 1992 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1993)¹⁰ 	<p>Cette ordonnance précise les modalités d'application des dispositions qui concernent l'enregistrement national dans la Loi n° 341 du 6 juin 1991 sur les marques (article 35 1)) et dans la Loi n° 342 du 6 juin 1991 sur les marques collectives (article 2) à l'égard des personnes vivant dans certains pays.</p> <p>Cette loi énonce les dispositions générales et les principes de base concernant les dessins et modèles. On y trouve notamment des dispositions sur les demandes d'enregistrement et leur examen, la concession de licences et le transfert, la cessation de la protection résultant des enregistrements, la responsabilité pénale et la responsabilité civile.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur le réexamen des décisions administratives par la Chambre de recours en matière de brevets.</p> <p>Cette loi énonce les dispositions relatives aux modèles d'utilité et aux dessins et modèles industriels.</p> <p>Cette ordonnance précise les modalités d'application des dispositions de la Loi n° 218 du 27 mai 1970 sur les dessins et modèles et de la Loi n° 854 du 23 décembre 1987.</p>

⁷ Texte publié sous la cote IP/N/1/DNK/T/4.

⁸ Le texte codifié de la Loi de 1989 sur les dessins et modèles industriels, notifié par une communication datée du 28 février 1997, figure dans le document IP/N/1/DNK/D/3. On trouvera le texte de la Loi n° 218 de 1970 et de la Loi n° 854 de 1987, tels qu'ils avaient été notifiés, dans les documents IP/N/1/DNK/D/1 et IP/N/1/DNK/I/1.

⁹ Le texte notifié de la Loi sur les modèles d'utilité est celui qui figure dans la Loi codifiée sur les dessins et modèles. Voir aussi ci-dessous la rubrique "Brevets et protection des variétés végétales".

¹⁰ Texte publié sous la cote IP/N/1/DNK/D/2.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>BREVETS ET PROTECTION DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES</p> <p>Loi codifiée sur les brevets, n° 824, du 13 septembre 1996.¹¹ Cette loi est une codification des textes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Loi sur les brevets</u>, n° 479 du 20 décembre 1967 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1968)¹¹ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets</u>, n° 221 du 24 avril 1974 (Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 1974)¹¹ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets, n° 264 du 8 juin 1978</u> <i>(L'entrée en vigueur pourra résulter d'une décision administrative du Ministre du commerce et de l'industrie.)</i>¹¹ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets</u>, n° 153 du 11 avril 1984 (Entrée en vigueur: août 1984)¹¹ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets, la Loi sur les dessins et modèles, la Loi sur les marques de produits et de services et la Loi sur les marques collectives</u>, n° 854 du 23 décembre 1987 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1988)¹¹ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets</u>, n° 368 du 7 juin 1989 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1990)¹¹ - <u>Loi sur les modèles d'utilité, n° 130 du 26 février 1992</u>¹¹ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets, n° 1057 du 23 décembre 1992</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1993)¹¹ 	<p>Cette loi énonce les dispositions générales et les principes de base concernant les brevets. On y trouve notamment des dispositions sur les demandes de brevet et leur examen, la concession de licences et le transfert, la cessation de la protection conférée par les brevets, la responsabilité pénale et la responsabilité civile.</p> <p>Cette loi contient des dispositions relatives à des services spéciaux d'information sur les brevets.</p> <p>Cette loi contient des dispositions qui établissent la base juridique de l'adhésion à certains arrangements internationaux.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur l'examen des demandes de brevet et le rétablissement des droits.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur le réexamen des décisions administratives par la Chambre de recours en matière de brevets.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur l'application de la Convention sur le brevet européen.</p> <p>Cette loi énonce des dispositions relatives aux modèles d'utilité et aux dessins et modèles industriels.</p> <p>Cette loi contient des dispositions relatives à l'opposition et au réexamen administratif, et elle établit la base juridique de l'adhésion à l'Accord en matière de brevet communautaire.</p>

¹¹ Le texte de la Loi codifiée sur les brevets, notifié par une communication datée du 28 février 1997, sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/1, avec le texte des Lois n° 153 de 1984 et 368 de 1989. Le texte de la Loi n° 854 de 1987 a été publié sous la cote IP/N/1/DNK/I/1. Les autres textes de lois incorporés dans la Loi codifiée sur les brevets et mentionnés dans le présent tableau ont été notifiés tels qu'ils figurent dans la Loi codifiée sur les brevets. En ce qui concerne la Loi sur les modèles d'utilité, voir aussi plus haut la rubrique "Dessins et modèles industriels".

¹¹ Le texte de la Loi codifiée sur les brevets, notifié par une communication datée du 28 février 1997, sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/1, avec le texte des Lois n° 153 de 1984 et 368 de 1989. Le texte de la Loi n° 854 de 1987 a été publié sous la cote IP/N/1/DNK/I/1. Les autres textes de lois incorporés dans la Loi codifiée sur les brevets et mentionnés dans le présent tableau ont été notifiés tels qu'ils figurent dans la Loi codifiée sur les brevets. En ce qui concerne la Loi sur les modèles d'utilité, voir aussi plus haut la rubrique "Dessins et modèles industriels".

¹³ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (voir le document IP/N/1/DNK/1), le texte de cette loi a été communiqué par l'OMPI. Cependant, selon une communication de la délégation du Danemark datée du 28 février 1997, cette loi n'est plus comprise dans la notification du Danemark au titre de l'article 63:2.

¹⁴ Ce texte sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/2.

¹⁵ Ce texte sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/3.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Ordonnance relative aux brevets et aux certificats complémentaires de protection</u>, n° 77 du 30 janvier 1997¹⁶ (Entrée en vigueur: 8 février 1998)</p> <p><u>Loi codifiée sur les brevets d'invention secrets</u>, n° 732 du 27 novembre 1989.¹⁸ Cette loi est une codification des textes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Loi sur les brevets d'invention secrets</u>, n° 18 du 27 janvier 1960 (Entrée en vigueur: 27 janvier 1960)¹⁸ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets d'invention secrets</u>, n° 215 du 31 mai 1968 (Entrée en vigueur: 2 juillet 1968)¹⁸ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets d'invention secrets</u>, n° 265 du 8 juin 1978 (Entrée en vigueur: 1^{er} décembre 1978)¹⁸ - <u>Loi modifiant la Loi sur les brevets d'invention secrets</u>, n° 369 du 7 juin 1989 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1990)¹⁸ 	<p>Cette ordonnance précise les modalités d'application des dispositions de la Loi sur les brevets. Elle remplace l'Ordonnance n° 1193 de 1992, qui était contenue dans la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1), ainsi que l'Ordonnance n° 22 du 19 janvier 1996.¹⁷</p> <p>Ce texte contient des dispositions de base sur les brevets secrets (portant sur du matériel de guerre), par exemple en ce qui concerne les demandes de brevets et leur examen, et le droit du titulaire de disposer du brevet.</p> <p>Cette loi énonce les dispositions relatives à l'application de la Loi sur les brevets n° 479 du 20 décembre 1967.</p> <p>Cette loi contient des dispositions concernant l'adhésion du Danemark au Traité de coopération en matière de brevets et la Loi modificative n° 264 du 8 juin 1978 de la Loi sur les brevets.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur les demandes de brevets dans les cas où l'invention est considérée comme ayant un rapport avec le matériel de guerre.</p>

¹⁶ Ce texte, qui a été notifié par une communication datée du 14 avril 1997, sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/4.

¹⁷ Selon la communication de la délégation du Danemark datée du 14 avril 1997, par laquelle la nouvelle ordonnance a été notifiée, ces deux ordonnances ont été abrogées et ne sont plus comprises dans la notification du Danemark au titre de l'article 63:2. Le texte de l'Ordonnance n° 22 du 19 janvier 1996 n'avait pas été notifié par le Danemark.

¹⁸ Le texte de la Loi codifiée sur les brevets d'invention secrets sera publié, avec celui de la Loi n° 18 sur les brevets d'invention secrets, sous la cote IP/N/1/DNK/P/5. Le texte notifié de la Loi modificative de 1989 est celui qui figure dans la Loi codifiée. Le texte de ces trois lois, telles qu'elles ont été notifiées, a été communiqué par l'OMPI à la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (voir le document IP/N/1/DNK/1). Les deux autres lois modificatives, qui étaient mentionnées pour la première fois dans la liste des "principales lois" notifiée par une communication de la délégation du Danemark datée du 28 février 1997, seront publiées dès que leur texte aura été communiqué par le Danemark.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Loi codifiée sur les brevets d'invention secrets, n° 547 du 25 octobre 1978 (Entrée en vigueur: 1^{er} décembre 1978)^{19,20}</p> <p>Arrêté concernant les brevets d'invention secrets, n° 22 du 30 janvier 1960²⁰</p> <p>Arrêté sur la communication de brevets d'invention secrets à des personnes ne résidant pas au Danemark, n° 23 du 30 janvier 1960²⁰</p> <p>Loi n° 866 de 1987 (Adoptée le 23 décembre 1987 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1988)²¹</p> <p>Loi n° 1107 de 1994 (Adoptée le 21 décembre 1994 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1995)²¹</p> <p>Loi n° 1086 de 1995 (Adoptée le 20 décembre 1995 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1996)²¹</p> <p>Loi codifiée n° 51 du 5 février 1996 (codification des lois n° 866/1987, 1107/1994 et 1086/1995) (Adoptée le 5 février 1996 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1996)</p> <p>Arrêté n° 701 sur la multiplication des variétés végétales à des fins commerciales sur exploitation propre (Adopté le 22 juillet 1996 Entrée en vigueur: 1^{er} août 1996)²²</p>	<p>Cet arrêté contient des dispositions sur la définition du matériel de guerre.</p> <p>Cet arrêté contient des dispositions sur la communication des brevets d'invention secrets à des personnes qui ne résident pas au Danemark.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur les droits des obtenteurs de variétés végétales à la protection de leurs nouvelles variétés végétales et le droit de percevoir une redevance pour l'utilisation du matériel de multiplication de la variété protégée et sur les sanctions pénales encourues.</p> <p>Cette loi modifie la Loi n° 866 concernant la durée de protection des variétés de pommes de terre, qui est portée de 25 ans à 30 ans au maximum.</p> <p>Cette loi modifie la Loi n° 866 de manière à permettre au Danemark de ratifier la Convention UPOV de 1991.</p> <p>Cette loi est le texte codifié de la Loi n° 866 du 23 décembre 1987, de la Loi n° 1107 du 21 décembre 1994 et de la Loi n° 1086 du 20 décembre 1995.</p> <p>Cet arrêté confère à l'obteneur d'une variété végétale nouvelle le droit d'exiger une redevance de toute personne qui reproduit la variété à des fins commerciales. Ce texte remplace l'Arrêté n° 670 du 16 octobre 1987, modifié par l'Arrêté n° 855 du 15 novembre 1995, qui était cité dans la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1).²³</p>

¹⁹ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1), le texte de cette loi a été communiqué par l'OMPI. Cependant, cette loi ne figure plus dans les listes de lois notifiées par le Danemark par une communication datée du 28 février 1997, ni dans les suivantes.

²⁰ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1), l'OMPI a communiqué le texte de cette loi. Cependant, selon une communication de la délégation du Danemark datée du 28 février 1997, cette loi a été retirée de la liste des "principales lois" de la notification du Danemark au titre de l'article 63:2 et ajoutée à la liste des "autres lois".

²¹ Le texte de ces lois sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/6.

²² Ce texte, notifié par une communication du 22 avril 1997, sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/P/7.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS</p> <p><u>Loi sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs</u>, n° 778 du 9 décembre 1987 (Entrée en vigueur: 19 décembre 1987)²⁴</p> <p><u>Ordonnance sur les demandes de protection de produits semi-conducteurs (topographies)</u>, n° 668 du 28 septembre 1990 (Entrée en vigueur: 10 octobre 1990)²⁵</p> <p><u>Ordonnance portant modification de l'Ordonnance concernant les demandes de protection de la configuration des produits semi-conducteurs (topographies)</u>, n° 672 du 7 octobre 1991 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1992)²⁵</p> <p><u>Ordonnance sur l'extension de la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs aux personnes de certains pays et territoires</u>, n° 1274 du 18 décembre 1996 (Entrée en vigueur: 17 janvier 1997, avec effet au 1^{er} janvier 1996)²⁶</p>	<p>Cette loi contient les dispositions de base sur les topographies, et en particulier sur les demandes et l'examen des demandes de protection, la responsabilité pénale et la responsabilité civile ainsi que l'extinction des droits.</p> <p>Cette ordonnance précise les modalités d'application de la Loi sur les topographies n° 778 du 9 décembre 1987.</p> <p>Cette ordonnance modifie l'Ordonnance n° 668 concernant les demandes de protection de produits semi-conducteurs (topographies) pour ce qui est des taxes.</p> <p>Cette ordonnance étend la protection juridique de la Loi sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs (n° 778 du 9 décembre 1987) aux personnes de certains pays et territoires. Ce texte remplace l'Ordonnance n° 1194 du 29 décembre 1996 portant application de l'Accord sur les ADPIC, qui était comprise dans la première notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1).²⁷</p>

²³ Selon la communication de la délégation du Danemark datée du 22 avril 1997, par laquelle le nouvel arrêté était notifié, ces précédents arrêtés ont été abrogés et ne sont plus compris dans la notification du Danemark au titre de l'article 63:2.

²⁴ Texte publié sous la cote IP/N/1/DNK/L/1.

²⁵ Ces lois ont été notifiées par une communication datée du 28 février 1997. Les textes seront publiés sous la cote IP/N/1/DNK/L/2.

²⁶ L'ordonnance a été notifiée par une communication du 28 février 1997. Son texte sera publié sous la cote IP/N/1/DNK/L/3.

²⁷ Conformément à une communication datée du 28 février 1998, l'ordonnance antérieure a été abrogée et n'est plus comprise dans la notification du Danemark au titre de l'article 63:2.

ANNEXE II

"AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS" DU DANEMARK NOTIFIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE</p> <p><u>Ordonnance concernant les demandes d'enregistrement de marques pour les déposants vivant en Inde</u>, n° 848 du 13 décembre 1991 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1992)</p> <p><u>Ordonnance concernant l'entrée en vigueur sur le territoire des îles Féroé des lois sur les marques de produits et de services et sur les marques collectives</u>, n° 331 du 4 mai 1992 (Entrée en vigueur: 1^{er} juin 1992)</p> <p><u>Ordonnance concernant les taxes appliquées aux îles Féroé par l'Office danois des brevets</u>, n° 887 du 25 octobre 1994 (Entrée en vigueur: 1^{er} décembre 1994)</p> <p><u>Ordonnance concernant l'entrée en vigueur, sur le territoire du Groenland, des lois sur les marques de fabrique ou de commerce et sur les marques collectives</u>, n° 856 du 16 décembre 1991²⁸</p> <p><u>Ordonnance sur l'entrée en vigueur du chapitre 8 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce</u>, n° 131 du 15 mars 1996²⁸</p> <p><u>Ordonnance concernant les règles sur l'épuisement des droits</u>, n° 238 du 30 mars 1994²⁹</p>	<p>Cette ordonnance contient des dispositions sur la priorité donnée aux demandes d'enregistrement de marques émanant de déposants vivant en Inde.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'entrée en vigueur sur le territoire des îles Féroé de la Loi sur les marques de produits et de services n° 341 du 6 juin 1991 et de la Loi sur les marques collectives n° 342 du 6 juin 1991.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur les taxes que doivent acquitter à l'Office danois des brevets les personnes vivant sur les îles Féroé.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'entrée en vigueur, sur le territoire du Groenland, de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce n° 341 du 6 juin 1991 et de la Loi sur les marques collectives n° 342 du 6 juin 1991.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'entrée en vigueur du chapitre 8 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce concernant l'enregistrement international des marques en vertu du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid (le Protocole), au 1^{er} avril 1996.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'application du principe de l'épuisement des droits dans la Loi sur les brevets n° 587 du 2 juillet 1993, la Loi sur les marques de produits et de services n° 341 du 6 juin 1991 et la Loi sur les topographies n° 778 du 9 décembre 1987, dans les zones relevant de l'EEE.</p>

²⁸ Ces textes ont été notifiés par une communication datée du 28 février 1997.

²⁹ Cette loi avait déjà été notifiée sous une autre rubrique (voir le document IP/N/1/DNK/1, annexe II, rubrique "Brevets et protection des variétés végétales").

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>BREVETS ET PROTECTION DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES</p> <p><u>Ordonnance concernant l'entrée en vigueur au Danemark du chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets</u>, n° 602 du 26 août 1988 (Entrée en vigueur: 1^{er} novembre 1988)</p> <p><u>Ordonnance concernant le transfert de certaines compétences à l'Office danois des brevets</u>, n° 416 du 27 mai 1992 (Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1992)</p> <p><u>Ordonnance concernant les règles sur l'épuisement des droits</u>, n° 238 du 30 mars 1994 (Entrée en vigueur: 15 avril 1994)</p> <p><u>Ordonnance concernant les taxes perçues par l'Office danois des brevets</u>, n° 752 du 15 septembre 1995 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1996)³⁰</p> <p><u>Loi codifiée sur les inventions d'employés</u>, n° 131 du 18 mars 1986 (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1968)</p> <p><u>Ordonnance concernant la Chambre de recours</u>, n° 525 du 22 juin 1993 (Entrée en vigueur: 1^{er} septembre 1993)</p> <p><u>Ordonnance sur ce qu'il faut entendre par "matériel de guerre" dans la Loi sur les brevets d'invention secrets</u>, n° 21 du 30 janvier 1960</p>	<p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'entrée en vigueur au Danemark du chapitre II du PCT.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur le transfert de certaines compétences du Ministère du commerce et de l'industrie à l'Office des brevets.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'application du principe de l'épuisement des droits dans la Loi sur les brevets n° 587 du 2 juillet 1993, la Loi sur les marques de produits et de services n° 341 du 6 juin 1991 et la Loi sur les topographies n° 778 du 9 décembre 1987, dans les zones relevant de l'EEE.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur les taxes perçues par l'Office des brevets.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur les inventions faites par des employés, notamment des dispositions sur le droit qu'a l'employé de demander un brevet et celui qu'a l'employeur de se faire transférer le droit sur l'invention.</p> <p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'organisation et l'établissement de la Chambre de recours.</p> <p>Cette ordonnance contient les définitions de certains termes de la Loi n° 18 du 27 janvier 1960 sur les brevets d'invention secrets.</p>

³⁰ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (voir le document IP/N/1/DNK/1), le texte de cette loi a été communiqué par le Danemark. Cependant, selon une communication de la délégation du Danemark datée du 28 février 1997, cette loi n'est plus comprise dans la notification du Danemark au titre de l'article 63:2.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<u>Arrêté sur les brevets secrets</u> , n° 22 du 30 janvier 1960 (Entrée en vigueur: 1960) ³¹	Cet arrêté contient des dispositions sur la définition du matériel de guerre.
<u>Arrêté sur la communication des brevets secrets à des personnes qui ne résident pas au Danemark</u> , n° 23 du 30 janvier 1960 (Entrée en vigueur: 1960) ³¹	Cet arrêté contient des dispositions sur la communication des brevets secrets à des personnes qui ne résident pas au Danemark.
<u>Loi sur l'entrée en vigueur, au Groenland, de certaines lois danoises sur la protection des droits de propriété industrielle</u> , n° 87 du 16 mars 1960 (Entrée en vigueur: 1 ^{er} octobre 1960) ³²	Cette loi énonce des dispositions relatives à l'entrée en vigueur de certaines lois au Groenland.
<u>Décret sur l'entrée en vigueur, au Groenland, de certaines lois danoises sur la protection des droits de propriété industrielle</u> , n° 334 du 21 septembre 1960 (Entrée en vigueur: septembre 1960) ³²	Décret d'application de la Loi n° 87 sur l'entrée en vigueur, au Groenland, de certaines lois danoises sur la protection des droits de propriété industrielle.
<u>Décret sur l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les brevets</u> , n° 544 du 25 octobre 1978 (Entrée en vigueur: 1978) ³²	Ce décret contient des dispositions relatives à l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les brevets, n° 264 du 8 juin 1978.
<u>Décret sur l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les brevets secrets</u> , n° 545 du 25 octobre 1978 ³²	Ce décret contient des dispositions relatives à l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les brevets, n° 265 du 8 juin 1978.
<u>Décret sur l'entrée en vigueur de certaines dispositions (taxes) de la Loi modifiant la Loi sur les brevets</u> , n° 498 du 27 septembre 1984 ³²	Ce décret contient des dispositions relatives à l'entrée en vigueur de certaines dispositions, concernant les taxes, de la Loi modifiant la Loi sur les brevets, n° 153 du 11 avril 1984.
<u>Décret sur l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les brevets (dépôt de micro-organismes)</u> , n° 176 du 2 mai 1985 ³²	Ce décret contient des dispositions relatives à l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi portant modification de la Loi sur les brevets n° 153 du 11 avril 1984.

³¹ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (voir le document IP/N/1/DNK/1), ce texte a été communiqué par l'OMPI. Cependant, selon une communication de la délégation du Danemark datée du 28 février 1997, cette loi a été retirée de la liste des "principales lois" notifiées par le Danemark au titre de l'article 63:2, et ajoutée à la liste des "autres lois".

³² Ces textes ont été notifiés par une communication datée du 28 février 1997.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Ordonnance concernant les taxes à acquitter à l'Office danois des brevets, n° 83 du 3 février 1997</u> (Entrée en vigueur: 12 février 1997)³³</p>	<p>Cette ordonnance fixe les taxes et les principes de base concernant les taxes à acquitter à l'Office danois des brevets. Ce texte remplace l'Ordonnance n° 1265 du 27 décembre 1996, qui avait été notifiée par une communication du Danemark datée du 28 février 1997, et qui, selon une communication de la délégation du Danemark datée du 14 avril 1997, a été abrogée.</p>
<p><u>Loi sur l'administration de la justice, cf. Loi codifiée, n° 905/1992, article 159, adoptée le 11 avril 1916</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 1919)³⁴</p>	<p>Cette loi contient des dispositions sur l'administration de la justice.</p>
<p><u>Loi sur l'administration locale, cf. Loi codifiée, n° 526/1993, article 60</u> (Adoptée le 11 mai 1968 Entrée en vigueur: 1^{er} avril 1970)³⁵</p>	<p>Cette loi contient des dispositions sur l'administration locale.</p>
<p>SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS³⁶</p>	
<p><u>Ordonnance concernant les règles sur l'épuisement des droits, n° 238 du 30 mars 1994</u> (Entrée en vigueur: 15 avril 1994)</p>	<p>Cette ordonnance contient des dispositions sur l'application du principe de l'épuisement des droits dans la Loi sur les brevets n° 587 du 2 juillet 1993, la Loi sur les marques de produits et de services n° 341 du 6 juin 1991 et la Loi sur les topographies n° 778 du 9 décembre 1987, dans les zones relevant de l'EEE.</p>
<p>PRATIQUES COMMERCIALES³⁷</p>	
<p><u>Loi danoise sur les pratiques commerciales, n° 428 du 1^{er} juin 1994</u></p>	<p>Cette loi contient des dispositions relatives aux bonnes pratiques commerciales suivies par les entités commerciales privées et les organes publics.</p>

³³ Ce texte a été notifié par une communication de la délégation du Danemark datée du 14 avril 1997.

³⁴ Cette loi avait d'abord été notifiée par la délégation du Danemark sous les rubriques "Procédures judiciaires civiles" et "Mesures judiciaires provisoires" (document IP/N/1/DNK/1). La loi a ensuite été notifiée sous la rubrique "Brevets et protection des variétés végétales" et non plus sous la rubrique précédente, par une communication du 28 février 1997.

³⁵ Cette loi avait d'abord été notifiée par la délégation du Danemark sous la rubrique "Autres procédures et mesures administratives non visées ci-dessus" (document IP/N/1/DNK/1). La loi a ensuite été notifiée sous la rubrique "Brevets et protection des variétés végétales" et non plus sous la rubrique précédente, par une communication du 28 février 1997.

³⁶ Cette rubrique a été ajoutée à la liste des "autres lois" par une communication datée du 28 février 1997. La loi mentionnée sous cette rubrique avait déjà été notifiée sous une autre rubrique (voir le document IP/N/1/DNK/1, annexe II, rubrique "Brevets et protection des variétés végétales").

³⁷ Cette rubrique et la loi qui y est mentionnée ont été ajoutées à la liste des "autres lois" par une communication datée du 15 novembre 1997.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS</p> <p><u>Loi sur la consultation des fichiers de l'administration publique danoise, n° 572</u> (Adoptée le 19 décembre 1985 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1987)</p> <p><u>Ordonnance concernant l'autorisation de mise sur le marché des médicaments, n° 165/1995, en particulier le paragraphe 9.1 3)</u> (Adoptée le 13 mars 1995 Entrée en vigueur: 28 mars 1995)</p> <p>PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE</p> <p><i>Le 4 octobre 1995, un projet de loi a été soumis au Parlement concernant l'application du Règlement des Communautés européennes sur les mesures visant à interdire la mise en libre circulation, l'exportation, la réexportation ou l'admission, pour une procédure de suspension de marchandises de contrefaçon et de marchandises pirates. Lorsque ce projet de loi aura été adopté par le Parlement danois, il entrera en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel.</i></p> <p>PROCÉDURES PÉNALES</p> <p><u>Loi sur l'administration de la justice, cf. Loi codifiée, n° 905/1992 modifiée ultérieurement</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 1919)</p> <p><u>Code pénal, cf. Loi codifiée, n° 886/1992 modifiée ultérieurement</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1993)³⁸</p>	<p>Cette loi énonce des règles sur la consultation des fichiers reçus ou établis par les administrations dans le cadre de leurs activités.</p> <p>Cette ordonnance dispose que le déposant d'une demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ne sera pas tenu de présenter les résultats de tests toxicologiques et pharmacologiques et d'essais cliniques s'il peut apporter la preuve que ce médicament est pour l'essentiel semblable à un produit qui est autorisé dans la Communauté, conformément aux dispositions communautaires en vigueur, depuis six ans au moins et qui est en vente dans l'État membre pour lequel la demande est présentée.</p> <p>Ce projet de loi contient des dispositions sur les sanctions applicables en cas de violation de l'article 2 du règlement mentionné.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur les procédures judiciaires applicables en matière civile et pénale et les actes officiels accomplis par les huissiers de justice.</p> <p>Le Code pénal énonce les règles générales sur l'application des dispositions pénales, des dispositions sur la responsabilité pénale, les tentatives et la complicité, des règles sur les condamnations et autres conséquences légales des actes délictueux ainsi que des règles sur l'énoncé de la peine et la prescription de l'action en justice.</p>

³⁸ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1), le Danemark a envoyé le texte de cette loi. Cependant, la loi ne figure plus dans les listes de lois notifiées par le Danemark par une communication datée du 28 février 1997, ni dans les suivantes.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>AUTRES PROCÉDURES ET MESURES ADMINISTRATIVES NON VISÉES CI-DESSUS</p> <p><u>Loi sur l'administration locale, cf. Loi codifiée, n° 526/1993, article 60³⁹</u> (Adoptée le 11 mai 1968, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1970)</p> <p><u>Loi sur l'administration publique danoise, n° 571</u> (Adoptée le 19 décembre 1985 Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1987)</p> <p><u>Loi codifiée n° 583, adoptée le 9 juillet 1993. (La Loi n° 583 est une révision de la Loi n° 212.)</u> (Adoptée le 23 mai 1979 Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 1980)</p> <p><u>Arrêté du Ministère de l'environnement, n° 768</u> (Adopté le 23 août 1994 Entrée en vigueur: 30 août 1994)</p> <p><u>Arrêté du Ministère de l'environnement, n° 831</u> (Adopté le 15 octobre 1993, modifié par l'Arrêté n° 1 du 3 janvier 1994 Entrée en vigueur: 31 octobre 1993)</p> <p>INVENTIONS D'EMPLOYÉS⁴⁰</p> <p><u>Loi codifiée sur les inventions d'employés, n° 131 du 18 mars 1986</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1968)</p> <p>CHAMBRE DE RECOURS⁴⁰</p> <p><u>Ordonnance concernant la Chambre de recours, n° 525 du 22 juin 1993</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} septembre 1993)</p>	<p>Cette loi contient des dispositions sur l'administration locale.</p> <p>Cette loi énonce un certain nombre de règles générales concernant la procédure, notamment des règles touchant les droits des citoyens à l'égard des procédures administratives dans différents cas.</p> <p>Cette loi a pour objectif de prévenir les risques pour la santé et les atteintes à l'environnement liés à la fabrication, au stockage, à l'utilisation et à l'évacuation de substances et produits chimiques. Une substance chimique nouvelle ne pourra être vendue ni importée si le fabricant ou l'importateur n'a pas effectué des tests visant à en évaluer les effets sur la santé et l'environnement.</p> <p>Cet arrêté énonce les procédures d'approbation des produits phytosanitaires à utiliser au Danemark. La décision d'approbation doit être prise par l'Office danois de protection de l'environnement.</p> <p>Cet arrêté énonce les procédures de notification des substances chimiques nouvelles à l'Office danois de protection de l'environnement.</p> <p>Cette loi contient des dispositions sur les inventions faites par des employés, notamment des dispositions sur le droit qu'a l'employé de demander un brevet et celui qu'a l'employeur de se faire transférer le droit sur l'invention.</p> <p>Cette ordonnance contient les dispositions sur l'organisation et l'établissement de la Chambre de recours.</p>

³⁹ À la suite de la précédente notification du Danemark au titre de l'article 63:2 (document IP/N/1/DNK/1), le Danemark a envoyé le texte de cette loi. Cependant, la loi ne figure plus dans les listes de lois notifiées par le Danemark par une communication datée du 28 février 1997, ni dans les suivantes.

⁴⁰ Ces rubriques ont été ajoutées à la liste des "autres lois" conformément aux informations contenues dans les listes d'"autres lois" notifiées par le Danemark par les communications de la délégation danoise datées du 28 février, du 14 avril, du 22 avril et du 15 novembre 1997. Les lois mentionnées dans ces rubriques avaient auparavant été notifiées sous d'autres rubriques seulement.